Evaluation Régionale De Base

Région IV: Croatie, Chypre, France, Grèce, Italie, Malte, Monaco, Slovénie et Espagne

Octobre 2020

Lindsey Wuisan

switchmed

Financé par l'Union européenne

ONU programme pour l'environnement

Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone

Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

01	Introduction	3
02	Cadre politique et réglementaire	5
03	Conditions du marché	10
04	Contexte socioculturel	18
05	SWOT (FFOM)	20
Annexe: Chiffres supplémentaires		22

switchmed

Financé par l'Union européenne

ONU programme pour l'environnement

Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone

Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

01 Introduction

Ce rapport est une évaluation de base des pays méditerranéens européens, comprenant un bref aperçu du cadre politique ainsi que du contexte économique et socioculturel des entreprises vertes et circulaires[1] en Croatie, à Chypre, en France, en Grèce, en Italie, à Malte, à Monaco, en Slovénie et en Espagne. Cette évaluation se fonde sur un ensemble de profils de pays établis à partir d'une analyse documentaire et d'une enquête auprès des parties prenantes, par pays, mais ne constitue pas une étude exhaustive. En tant qu'évaluation de base, ce rapport met en évidence les aspects qui sont pertinents pour créer des conditions favorables aux entreprises vertes et circulaires.

Les pays analysés sont très divers en termes de taille, de population (la plus élevée : 65 millions en France ; la plus basse : 38 682 à Monaco), de PIB (le plus élevé : 67 786 EUR à Monaco ; le plus bas : 12 480 EUR en Croatie, voir figure 2 en annexe), de secteurs économiques, de culture, de géographie et de mise en œuvre des politiques environnementales. Il est donc difficile d'identifier des similitudes et des tendances communes sur des sujets aussi vastes que l'éco-entrepreneuriat et l'économie circulaire. Néanmoins, le fait que presque tous les pays font partie de l'Union européenne (à l'exception de Monaco[2]) signifie qu'ils doivent se conformer aux politiques de l'UE.

Un défi commun est le fait que tous les pays ont une empreinte écologique importante, bien que certains plus que d'autres (la plus élevée : 6 hag/habitant en France ; la plus basse : 3 hag/habitant en Grèce), et font face à des défis environnementaux, allant de la rareté de l'eau à la production de déchets (la plus élevée : Grèce ; la plus basse : Croatie, voir figure 4 en annexe)[3].

Bien que le taux de chômage ne soit pas aussi élevé qu'en dehors de l'UE, il s'agit toujours d'un problème structurel, en particulier en Grèce (contrairement à Monaco). Alors que le risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Italie a diminué ces dernières années, l'inégalité des revenus a augmenté en 2018[4] .

En ce qui concerne l'économie circulaire, il existe différents niveaux de progrès entre les pays. Un indicateur permettant d'évaluer la circularité des matières des pays est le « taux de circularité », la part des ressources matérielles utilisées qui proviennent de produits recyclés et de matériaux récupérés, ce qui permet d'économiser les extractions de matières premières primaires. Cet indicateur est intégré dans le cadre de suivi de l'UE pour l'économie circulaire (Figure 1) et était de 11,2 %[6] en 2017 pour l'ensemble de l'UE. Cela signifie que plus de 11 % des ressources matérielles utilisées dans l'UE proviennent de produits recyclés. Entre 2010 et 2017, les plus fortes hausses ont été enregistrées en Italie (+6 pp). À l'opposé, la plus forte baisse a été enregistrée au Luxembourg (-15 pp) et en Finlande (-11 pp), suivis par l'Espagne (-3 pp).

[1] Il s'agit des entreprises « durables » (y compris les entreprises sociales) offrant des produits et services innovants et économiquement rentables qui créent une valeur environnementale (en relevant des défis écologiques et réduisant les impacts sur l'environnement) et sociale (en répondant à des besoins sociaux), et ce en appliquant des solutions d'écoconception, de cycle de vie réfléchi et d'éco-innovation.

[2] Monaco ne fait pas formellement partie de l'UE, mais participe à certaines politiques de l'UE, notamment les contrôles douaniers et frontaliers.

[3] https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Waste_generation,_2016_(kg_per_capita).png Plusieurs des États membres dont les niveaux de déchets produits par habitant sont particulièrement élevés ont signalé des parts très importantes de déchets provenant des mines et des carrières, tandis qu'ailleurs, la construction et la démolition ont souvent contribué à ces parts élevées

[4] https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/cef1e5cb-en.pdf?expires=1599239874&id=id&accname=guest&checksum=BFF260766E6B5D195D33499B142E2E95

[5] L'utilisation circulaire des matières, également connue sous le nom de taux de circularité, est définie comme le rapport entre l'utilisation circulaire des matières et l'utilisation globale de ces matières. L'utilisation globale des matières est mesurée en additionnant la consommation intérieure de matières (CMI) agrégée et l'utilisation circulaire de matières. Une valeur de taux de circularité plus élevée indique que davantage de matières secondaires remplacent les matières premières primaires, ce qui réduit les impacts environnementaux liés à l'extraction des matières primaires. Le taux d'utilisation des matières circulaires peut être augmenté de plus de façons que les taux de recyclage et nécessite une transformation plus profonde au sein de nos sociétés. https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20200312-1

[6] https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20200312-1

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

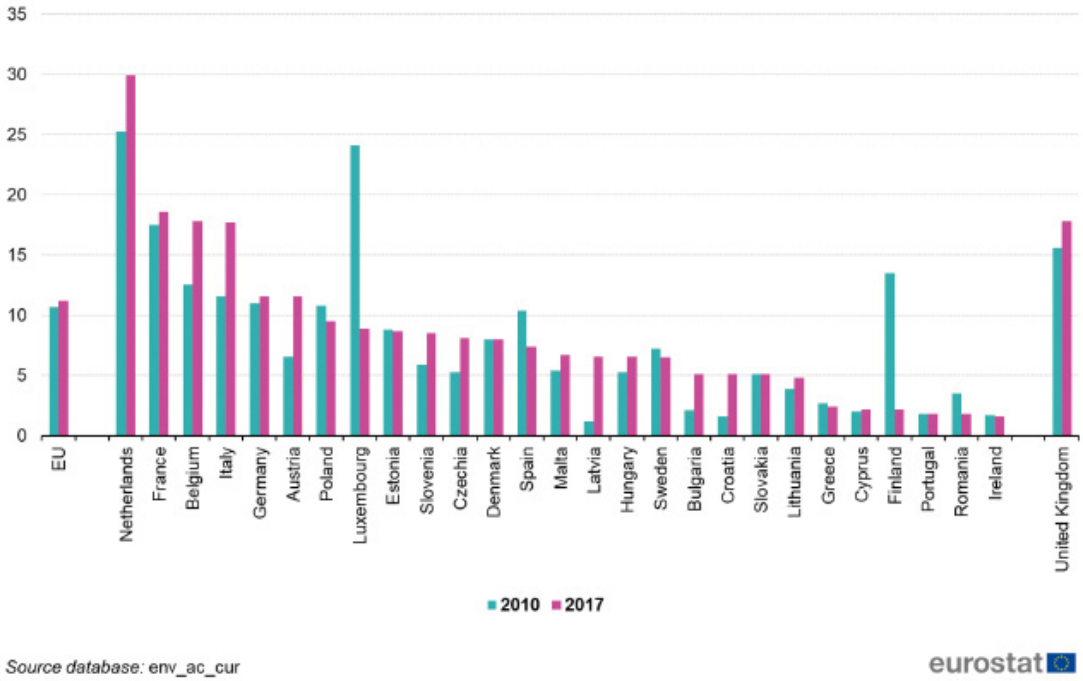

FIG. 1 Taux d'utilisation des matières circulaires en 2010 et 2017 (Source: Eurostat)

Cependant, la « circularité » d'un pays englobe plus d'indicateurs que le taux d'utilisation circulaire des matières. Bien qu'il n'existe pas encore de norme internationalement reconnue pour mesurer de manière exhaustive le niveau de circularité d'un pays, il existe plusieurs initiatives et études qui donnent quelques indications, comme l'indice d'économie circulaire de *Politico* qui est basé sur les déchets municipaux, les déchets alimentaires, le taux de recyclage, le commerce des matières premières recyclables, les taux de réutilisation des matériaux, les brevets et les investissements privés. Sur la base de cette évaluation, le classement des pays méditerranéens de l'UE (à l'exception de Monaco et Malte) en 2018[7] était le suivant: *3. France, 5. Italie, 7. Slovénie, 10. Espagne, 19. Croatie, 26. Grèce, 27. Chypre*

[7] https://www.politico.eu/article/ranking-how-eu-countries-do-with-the-circular-economy/

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

02 Cadre politique et réglementaire

Général

La plupart des pays méditerranéens de l'UE ont déjà mis en place des politiques climatiques et énergétiques depuis plusieurs années, avant même que l'économie circulaire ne soit à l'ordre du jour. Cela signifie que la plupart des efforts de durabilité et d'éco-innovation (des acteurs publics et privés) se sont concentrés sur le secteur de l'énergie, pour augmenter la part de la production d'énergie renouvelable mais aussi l'efficacité énergétique au niveau national.

Ces dernières années, le thème de l'économie circulaire (qui concerne tous les types de ressources naturelles, et pas seulement les ressources fossiles) a suscité une attention croissante, tant en raison de l'évolution des politiques de l'UE que des initiatives privées et des ONG/groupes de réflexion comme la Fondation Ellen MacArthur. Au départ, l'accent était mis sur le recyclage et d'autres questions liées à la « fin de vie utile », mais il s'est progressivement déplacé vers des interventions en amont (écoconception, production durable, prévention de la pollution), du moins dans certains pays.

Le *paquet « Économie circulaire »* adopté en 2018[8] (composé de la directive-cadre révisée sur les déchets, de la directive sur les emballages et les déchets d'emballages et de la directive sur la mise en décharge), le *Green Deal* européen et le deuxième *plan d'action sur l'économie circulaire*[9] ont incité les gouvernements nationaux à améliorer leur cadres politiques. Une grande variété d'initiatives ont été mises en œuvre ou sont en cours au niveau national et dont la portée va au-delà de ce qui peut être décrit en détail dans ce rapport.

En principe, tous les gouvernements reconnaissent l'importance des entreprises vertes et circulaires, mais les politiques adoptées pour les soutenir activement dans la pratique varient.

Stratégies et plans d'action nationaux pour l'économie circulaire

Tous les États membres de l'UE sont tenus de transposer au niveau national le[10] paquet d'actions de l'UE sur l'économie circulaire. Au 5 juillet 2020, les gouvernements de l'UE doivent avoir officiellement adopté l'ensemble de mesures et d'objectifs le plus ambitieux jamais convenu pour stimuler le recyclage et réduire les déchets. Seuls dix gouvernements, dont la France et la Croatie, ont officiellement fait part des progrès réalisés dans la transposition nationale des nouvelles lois de l'UE sur les déchets[11].

Néanmoins, plus de la moitié des pays analysés ont adopté une stratégie économique circulaire nationale et un plan d'action ou une feuille de route, en accord avec les politiques de l'UE. Il existe bien sûr de nombreuses différences d'ambition au niveau national, peu de pays allant au-delà de ce que la législation européenne impose.

La stratégie nationale grecque d'économie circulaire a déjà été adoptée en 2018 et la feuille de route nationale pour la mise en œuvre de l'économie circulaire en

[8] Les pays de l'UE devront recycler au moins 55"% de leurs déchets municipaux d'ici 2025 (60"% d'ici 2030 et 65"% d'ici 2035), atteindre un plafond de 10"% de mise en décharge d'ici 2035, une collecte séparée obligatoire des biodéchets et des systèmes plus stricts pour faire payer aux producteurs la collecte des principales matières recyclables. D'autres mesures vont de la collecte séparée obligatoire de tous les déchets ménagers - papier, plastique, verre, métaux, textiles ainsi que déchets dangereux et organiques - à l'interdiction de l'incinération et de la mise en décharge des déchets collectés pour le recyclage. Les décideurs politiques ont également convenu d'introduire des systèmes faisant payer aux producteurs la collecte et le recyclage de leurs produits et incitant les consommateurs à retourner les bouteilles et autres types d'emballages.

[9] « La stratégie souligne la nécessité d'une chaîne de valeur véritablement responsable, depuis la conception et la fabrication des produits jusqu'à la réduction de la toxicité et la diminution des déchets. Elle s'intéresse aussi spécifiquement à certains des groupes de produits dont l'empreinte environnementale est la plus importante, notamment les textiles, l'électronique, les piles, la construction, l'emballage et, bien que de façon moins visible, le mobilier et l'automobile. Les mesures proposées visent à fabriquer des produits durables qui respectent la norme et à lutter contre leur obsolescence prématurée. Par exemple, les exigences minimales de réparabilité visant à faciliter le démontage des smartphones prolongeront considérablement leur durée de vie. L'UE veut également fixer un objectif de réduction des déchets alimentaires et promet de mettre fin au suremballage ainsi qu'à la pollution par les microplastiques ». https://eeb.org/circular-economy-action-plan-2020/

[10] Les politiques de l'UE en matière de gestion des déchets visent à réduire les incidences des déchets sur l'environnement et la santé et à améliorer l'efficacité des ressources de l'UE. L'objectif à long terme de ces politiques est de réduire la quantité de déchets produits et, lorsque la production de déchets

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

est inévitable, de les promouvoir en tant que ressource et d'atteindre des niveaux plus élevés de recyclage et d'élimination sûre des déchets. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Waste_statistics

[11] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/NIM/?uri=celex%3A32018L0851 Consulté le 17 août 2020.

[12] Depuis 2015, la France a interdit l'obsolescence planifiée, une pratique par laquelle les fabricants peuvent délibérément raccourcir la durée de vie des produits afin d'encourager les nouvelles ventes. Une violation de cette loi peut entraîner une peine allant jusqu'à deux ans de prison ou une amende de 300 000 euros

[13] https://www.miteco.gob.es/es/calidad-y-evaluacion-ambiental/temas/economia-circular/pacto/

Grèce sera publiée prochainement (selon la partie prenante nationale consultée en août 2020).

La France est très ambitieuse en matière d'économie circulaire, ayant adopté une interdiction de destruction des invendus non alimentaires, des mesures politiques pour lutter contre l'obsolescence planifiée[12] et promouvoir la production durable (y compris l'écoconception) et la réparation.

Le gouvernement slovène s'est également engagé en faveur de l'économie circulaire et a fixé des objectifs élevés pour faire de la Slovénie un leader européen. La Slovénie est membre Gouvernement et villes du programme international Circular Economy 100 de la Fondation Ellen MacArthur.

La stratégie espagnole en matière d'économie circulaire a été adoptée cette année. En outre, un pacte pour une économie circulaire[13] a été signé entre les acteurs économiques, sociaux (ONG) et l'administration publique pour promouvoir la collaboration et accélérer la transition. L'année prochaine, un plan d'action d'économie circulaire (2021 à 2023) sera adopté pour compléter la stratégie concernant cette dernière.

L'Italie, Chypre, Malte et la Croatie n'ont pas de politiques spécifiques consacrées à l'économie circulaire, bien qu'elles aient le sujet à l'ordre du jour et qu'elles aient l'intention de développer des programmes dans un avenir proche. En outre, ils disposent déjà de politiques consacrées à la production et à la consommation durables. Malte dispose d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'économie verte et d'une vision du développement durable pour 2050, qui sont des étapes importantes vers une économie circulaire. L'Italie dispose de plusieurs lois et décrets (par exemple sur la gestion des déchets, l'innovation et les technologies propres) qui contribuent également à une économie circulaire. Malte a formulé l'objectif de « Zéro déchet plastique à usage unique d'ici 2030 ».

L'inconvénient de l'absence d'une stratégie nationale ou d'un plan d'action en faveur de l'économie circulaire est l'absence d'une approche globale des initiatives d'économie circulaire, comme l'a confirmé l'expert national de Chypre.

[14] L'article 4, paragraphe 3, de la DCE exige que les États membres utilisent des instruments économiques afin de fournir des incitations pour l'application effective de la hiérarchie des déchets. Ces instruments doivent être mis en place et utilisés principalement par les États membres, et non au niveau de l'UE.

Instruments fiscaux et financiers[14]

Conformément aux commentaires de l'expert national croate, la manière la plus efficace de soutenir les entreprises vertes et circulaires est de mettre en œuvre des instruments économiques tels que des redevances et des taxes qui réduiront la pollution, mais aussi des incitations positives et des subventions pour les pratiques circulaires (voir le chapitre suivant).

- En France, il existe des incitations fiscales pour les entreprises sociales (employant des personnes défavorisées ou handicapées) qui collectent et vendent des biens usagés, en les exonérant de la TVA. La France a également augmenté progressivement les taxes sur la pollution de l'environnement (y compris l'élimination des déchets), tout en diminuant le taux d'imposition sur le recyclage.
- Le plan industriel 4.0 de l'Italie (inclus dans la loi budgétaire 2017)

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

comprend certaines mesures fiscales visant à encourager à la fois la réutilisation et le recyclage des emballages et l'achat de produits pouvant être recyclés et réutilisés.

· En Espagne, la politique fiscale est en grande partie déterminée au niveau régional. De nombreuses régions ont une taxe sur la mise en décharge, mais seules deux régions ont une taxe sur l'incinération. Des incitations fiscales sont offertes aux entreprises et aux particuliers qui font don de biens neufs ou réutilisés.

· La Croatie a l'une des taxes environnementales les plus élevées de l'UE : 3,43 % du PIB en 2017[15].

· Le PIB généré par les taxes environnementales à Chypre représentait 2,93 % en 2017[16], ce qui est supérieur à la moyenne de l'UE-28. Pourtant, l'expert national a confirmé un manque d'incitations basées sur le marché soutenant la transition vers la circularité. Une nouvelle réforme de la fiscalité verte sera introduite en 2021.

· Monaco n'a pas d'impôt sur le revenu, a une faible imposition des entreprises et prospère en tant que paradis fiscal[17]. Ces dernières années, le pays s'est engagé à renforcer la coopération fiscale internationale et à lutter contre l'évasion fiscale.

Un instrument important pour accélérer la transition vers une économie circulaire est la responsabilité élargie des producteurs, qui rend les producteurs responsables du traitement et de la prévention durables des déchets. Les États membres de l'UE sont tenus de mettre en œuvre des programmes REP pour certains flux de déchets, tels que les emballages, les piles et les DEEE (via des organisations de responsabilité du producteur ou via d'autres moyens). En Italie, par exemple, il existe 40 programmes REP couvrant 5 secteurs[18], ce qui a permis d'améliorer considérablement la gestion des déchets depuis 2001[19]. La France est un leader international en matière de responsabilité élargie du producteurs, avec des programmes REP pour différents types de produits tels que les déchets électriques ou électroniques, les emballages, le mobilier et le papier, y compris le seul programme pour les textiles et la mise en place de redevances d'éco-modulation (Ecopreneur, 2019[20]).

Récupération des ressources

En général, il y a encore trop de ressources gaspillées via la mise en décharge (p. ex. Grèce, Chypre) ou l'incinération, bien que certains États membres aient des taux de recyclage relativement élevés (p. ex. Italie, Slovénie, France) (voir figure 5 en annexe). La gestion et le recyclage des déchets sont des défis majeurs pour tous les pays, et même pour ceux qui obtiennent des résultats relativement bons, il existe encore un grand potentiel d'amélioration de la prévention des déchets. Par exemple, à Chypre, il y a un manque d'infrastructures et de systèmes pour la collecte des produits recyclables et pour le détournement (des déchets biodégradables) des décharges. En 2018, la Commission européenne a envoyé des avertissements à 14 gouvernements qui risquaient de ne pas atteindre leur objectif national actuel de 50 % de recyclage et de préparation à la réutilisation d'ici 2020, y compris la Croatie, Chypre, la Grèce, Malte et l'Espagne[21]. Les avertissements comprenaient des recommandations sur la mise en œuvre de lois sur la collecte séparée des déchets, de taxes sur la mise en décharge et l'incinération, de

[15] Document de travail des services de la Commission, L'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE, 2019, Rapport de pays - CROATIE

[16] Document de travail des services de la Commission, L'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE, 2019, Rapport de pays - CHYPRE

[17] Pourtant, le pays n'est pas exempt d'impôts ; il perçoit près de 20"% de taxe sur la valeur ajoutée, des droits de timbre, et les entreprises sont soumises à une taxe de 33"% sur les bénéfices, sauf si elles peuvent prouver que les trois quarts de leurs bénéfices sont générés dans la principauté

[18] Monier, V. *et al*. (2014). Development of Guidance on Extended Producer Responsibility (EPR). Final Report by Deloitte BIO Intelligence Service in cooperation with Arcadis, Ecologic, Institute for European Environmental Policy (IEEP) and Umweltbundesamt (UBA) for the European Commission DG Environment, p. 41-45. . https://ec.europa.eu/environment/waste/pdf/target_review/Guidance%20on%20EPR%20-%20Final%20Report.pdf

[19] Ecopreneur.eu European sustainable Business Federation Final Report Circular Economy Update Overview of Circular economy in Europe (2019) – p. 59-61. https://circulareconomy.europa.eu/platform/sites/default/files/ecopreneur-circular-economy-update-report-2019.pdf

[20] Ecopreneur (2019) Mise à jour de l'économie circulaire

[21] https://meta.eeb.org/2019/04/10/half-of-eu-countries-at-risk-of-missing-recycling-targets/

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

programmes visant à accroître la responsabilité du producteur et des règles juridiquement contraignantes pour la collecte séparée des déchets[22].

Les entreprises circulaires qui récupèrent ou recyclent des ressources bénéficient de réglementations claires sur les sous-produits et la fin de vie des déchets. L'Espagne a élaboré des critères nationaux de classification des sous-produits[23] afin de promouvoir un marché secondaire des matières premières. En ce qui concerne le statut de fin de vie des déchets, la priorité est accordée aux flux de déchets qui ont une plus grande pertinence environnementale.[24] L'Italie a promulgué une loi sur la fin des déchets (loi nº 128 du 3 nov. 2019), qui permettra aux régions de définir des critères au cas par cas, en stimulant le recyclage et la valorisation des flux de déchets. Toutefois, dans la plupart des pays (p. ex. Grèce), les critères nationaux de fin de vie des déchets et les normes techniques relatives aux matières premières secondaires font toujours défaut.

Dans certains pays (notamment en Italie[25]), les initiatives régionales liées à la symbiose industrielle (échange de flux résiduels entre les entreprises, souvent situées dans des parcs éco-industriels) et les partenariats multipartites entre les secteurs pour récupérer les ressources sont soutenus par le gouvernement national.

En ce qui concerne les ressources en eau, il reste beaucoup à faire pour atteindre pleinement les objectifs de la directive-cadre sur l'eau de l'UE et simuler la réutilisation de l'eau. C'est pourquoi l'Espagne a intégré la réutilisation et l'épuration de l'eau dans sa stratégie d'économie circulaire. Malte dispose d'un plan national de gestion de l'eau, avec des mesures d'incitation pour les opérateurs du secteur agricole afin de mieux gérer leur utilisation de l'eau.

Approches sectorielles

Certains pays ont adopté des approches politiques spécifiques pour des secteurs particuliers:

- La stratégie espagnole en matière d'économie circulaire a reconnu l'importance de se concentrer sur des secteurs spécifiques : construction, agriculture, pêche et sylviculture, industrie, biens de consommation, tourisme et industries textiles.
- Le « Décret de relance » italien (« Decreto Rilancio ») se concentre particulièrement sur le secteur de la construction comme une opportunité de soutenir les PME et les emplois locaux. En Italie, le *décret sur le climat* comprend des mesures d'incitation au recyclage et à l'utilisation du plastique, notamment à l'intention des détaillants. L'une des mesures est une taxe sur le plastique de 0,45 € par kilogramme d'articles en plastique jetables.
- L'initiative de tourisme durable de Chypre vise à faire de Chypre un leader du tourisme durable. Cela peut également créer des opportunités pour les entreprises vertes et circulaires. Le niveau de l'entrepreneuriat vert et circulaire dans d'autres secteurs comme l'agriculture, la construction ou l'énergie est considéré comme très faible (1 sur une échelle de 1 à 5), selon la consultation des parties prenantes.
- Monaco s'est imposé comme une destination écotouristique (facilitée par la Fondation Prince Albert), comme l'illustre le nombre d'hôtels et de

[22] En attendant, des progrès sont réalisés en Grèce sur les systèmes et procédures de gestion des déchets existants, grâce au nouveau cadre législatif national sur les déchets, qui sera publié au cours des deux prochains mois et qui transposent les quatre directives européennes (2018/849-852) sur les déchets. La Grèce a été le premier pays de l'UE à mettre en consultation publique la loi qui intègre la directive européenne 2019/904 sur la directive sur les plastiques à usage unique.

[23] Agriculture and Fisheries, Food and Environment Ministry MITECO (2017). Procedimiento para la declaracion de subproducto accessed online https://www.miteco.gob.es/es/calidad-y-evaluacion-ambiental/temas/prevencion-y-gestion-residuos/171212procedimientodeclaracionsubproductoaprobado20171212_tcm30-435981.pdf

[24] Agriculture and Fisheries, Food and Environment Ministry MITECO. Grupo de Trabajo de Subproductos Y Fin de la Condicion de Residuo. Accessed online: https://www.miteco.gob.es/es/calidad-y-evaluacion-ambiental/temas/prevencion-y-gestion-residuos/comision-coordinacion/Procedimiento-Evaluacion-Subproducto.aspx

[22] Projets régionaux de symbiose industrielle développés par ENEA en Sicile, dans le Latium et l'Émilie-Romagne, premier réseau italien de symbiose industrielle - SUN - Symbiosis User Network.

[26] Depuis 2002, l'Autorité du tourisme de Malte gère la certification ECO pour les hôtels et les fermes, qui vise à améliorer les performances durables des hébergements touristiques, notamment en matière d'efficacité énergétique, de réduction de la consommation d'eau, de gestion des déchets et d'achats verts.

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

restaurants ayant obtenu le label Clef Verte, le Green Globe, la certification ECO[26] et le label Planet 21. Les certifications « Commerce responsable » et « Restaurant responsable » identifient les commerçants et les restaurateurs qui s'engagent à fonctionner de manière écologique, économique et sociale.

- La performance environnementale et énergétique des bâtiments est une priorité à Monaco. Son projet Bâtiments durables méditerranéens (BDM) est une démarche volontaire qui a pour ambition de promouvoir les bonnes pratiques de construction, le maintien du confort et de la santé, tout en tenant compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques.
- Malte dispose d'une stratégie en matière de déchets de construction et de démolition qui favorisera les marchés des matières premières secondaires dans le secteur de la construction.

Partenariats public-privé

Les partenariats public-privé sont de plus en plus reconnus comme un instrument politique précieux pour progresser dans des domaines où les réglementations descendantes ne sont pas (politiquement) réalisables.

Les partenariats en recherche et développement (SRIPS[27]) en Slovénie constituent une initiative gouvernementale intéressante dans la région. Ils visent à stimuler l'éco-innovation, à mettre en relation les entreprises, les instituts d'éducation/de recherche et les ONG afin de développer de nouveaux modèles commerciaux pour boucler la boucle et atteindre une meilleure efficacité des ressources.

En Italie, la discontinuité des politiques de soutien au transfert de connaissances et aux écosystèmes d'innovation entrave la performance de l'innovation. Les clusters technologiques et les partenariats public-privé sont devenus plus fragmentés. En 2019, seulement 2 % des publications italiennes étaient des co-publications public-privé (un indicateur de la collaboration entre la recherche et les entreprises), contre 4 % pour l'UE.

Villes circulaires

Il semble y avoir peu de programmes au niveau infranational/ville, à l'exception de la France (Paris) et de l'Espagne.

Au niveau régional, 4 des 17 communautés autonomes espagnoles ont des stratégies d'économie circulaire (Andalousie[28], Catalogne[29 30] , Galice[31] et Estrémadure[32]) ; la communauté forale de Navarre dispose d'un Agenda d'économie circulaire[33] ; Castille-La-Manche dispose d'une législation spécifique[34]; Au niveau local, plus de 200 municipalités ont signé la « Déclaration de Séville », un manifeste montrant leur engagement en faveur des politiques d'économie circulaire. En outre, la Catalogne a rejoint le réseau CE100 depuis la Fondation Ellen McArthur en 2014.

En 2014, Ljubljana (Slovénie) est devenue la première capitale de l'UE à s'engager à atteindre l'objectif Zéro déchet[35]. Il est intéressant de noter que les achats écologiques de la ville représentent plus de 70 % de tous ses investissements[36]. La capitale slovène, ainsi que trois autres municipalités, Vrhnika, Borovnica et Log Dragomer, ont rejoint le réseau européen des communautés Zéro Déchet.

[27] SRIPS – Économie circulaire : Partenariat stratégique pour la recherche et l'innovation - Réseaux pour la transition vers l'économie circulaire

[28] Andalusian Governement . Andalusia Strategy for Circular Bioeconomy http://www.bioeconomiaandalucia.es/documents/1056091/1338555/Resumen+ejecutivo.+Estrategia+Andaluza+de+Bioeconom%C3%ADa+Circular/c247a2ff-5a67-45a9-b667-1cfe7ac408ce

[29] Catalonian Governement Estrategia de Impulso a la economía verde y a la economía circular http://mediambient.gencat.cat/web/.content/home/ambits_dactuacio/empresa_i_produccio_sostenible/economia_verda/impuls/IMPULS-EV_150519.pdf

[30] Catalonian Governement.Estrategia catalana de ecodiseño para una economía circular y ecoinnovadora http://mediambient.gencat.cat/web/.content/home/ambits_dactuacio/empresa_i_produccio_sostenible/estrategia_ecodisseny/contingut/Estrategia-catalana-ecodisseny_Acord-Govern.pdf

[31] Galician Government. Galician Strategy of Circular economy https://sirga.xunta.gal/c/document_library/get_file?folderId=190428&name=DLFE-54785.pdf

[32] Junta de Extremadura. (2018) Extremadura 2030. Accessed online https://extremadura2030.com/presentacion-estrategia/https://extremadura2030.com/

[33] Navarre Government. Agenda for development of Circular Eonomy in Navarre 2030: https://gobiernoabierto.navarra.es/sites/default/files/3291_anexo_agenda_para_el_desarrollo_de_la_economia_circular.pdf

[34] https://www.boe.es/boe/dias/2020/02/01/pdfs/BOE-A-2020-1534.pdf

[35] https://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/ljubljana-zero-waste-goal/ https://www.theguardian.com/cities/2019/may/23/zero-recycling-to-zero-waste-how-ljubljana-rethought-its-rubbish

[36] Crnčec, 2015. Eco-Innovation in Slovenia. Profil pays de l'EIO 2014-2015

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

03 Conditions du marché

Général

Les conditions du marché des entreprises vertes et circulaires dans les pays méditerranéens de l'UE sont très diverses, mais elles se recoupent aussi. Ces pays ont en commun une économie essentiellement axée sur les services et relativement peu d'industries manufacturières, à l'exception de certains secteurs et pays (p. ex. l'Italie). De nombreux pays sont aujourd'hui très dépendants des importations (de matières premières) et des chaînes d'approvisionnement mondialisées (les États insulaires, Chypre et Malte étant encore plus dépendants des biens importés). De nombreux pays méditerranéens (en particulier la Grèce, l'Italie et Chypre) ont une importante industrie touristique.

Tous les pays de la région ont connu un revers économique dû à la récession en 2009. Seule Malte[37] s'est entièrement remise de la récession de 2009 et présente un ratio dette/PIB faible , bénéficiant d'une croissance économique continue.D'autres pays, comme l'Italie et la Grèce, sont confrontés à des taux de dette publique élevés, ce qui freine les investissements du secteur public. Comme ailleurs, tous les pays sont gravement touchés par les conséquences économiques de la pandémie de COVID.

[37] Malte semble bénéficier d'une croissance économique soutenue et d'un marché du travail maltais fort. Le taux de chômage est tombé à 4,0"% en 2017 et le taux d'emploi a dépassé la moyenne de l'UE (74,4"%) au cours du deuxième trimestre de 2018 (source).

Entreprises vertes et circulaires

Il n'y a pas d'informations cohérentes basées sur des définitions harmonisées disponibles sur le nombre exact d'entreprises vertes et circulaires par pays, ce qui rend la comparaison difficile. Cependant, certaines données disponibles illustrent la présence (limitée) d'activités d'entreprises vertes et circulaires dans la région :

- La France a un record de 542 brevets liés à l'économie circulaire depuis 2000, avec 21,3 millions d'euros d'investissements dans les secteurs de l'économie circulaire[38]. On retrouve 111 initiatives d'économie circulaire dans la *Gbasse de données Grand Paris Circulaire*[39] tandis que la *plateforme numérique Le Hub BPI France* a cartographié 207 start-up d'économie circulaire en France dans le domaine de l'écoconception, de l'économie partagée, de la réparation et de la réutilisation, du recyclage et de la valorisation énergétique et du compostage[40].
- Au total, environ 345 000 entreprises italiennes ont investi dans l'« économie verte » entre 2011 et 2017, et environ 24,9 % de toutes les entreprises italiennes et 30,7 % du secteur manufacturier peuvent être considérées comme « vertes » en 2017[41]. Cependant, seules 16 % des PME, qui constituent l'épine dorsale de l'économie italienne, offrent des produits ou des services « verts », ce qui est inférieur à la moyenne de l'UE (25 %). Néanmoins, il semble y avoir un nombre croissant de pratiques d'économie circulaire, qui sont rassemblées dans le rapport '100 Italian circular economy stories'.
- En Espagne, la contribution de la valeur ajoutée brute au PIB liée aux secteurs de l'économie circulaire[42] ainsi que le nombre d'emplois dans le domaine de l'économie circulaire ont augmenté.
- Les activités de l'économie « verte » à Malte se limitent principalement

[38] Indice de l'économie circulaire. Consulté le 10 août 2020 https://www.politico.eu/article/ranking-how-eu-countries-do-with-the-circular-economy/

[40] LE Hub BPI France (2019). LE POINT SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN FRANCE ET LES STARTUPS QUI AGISSENT. Accessed here: https://lehub.bpifrance.fr/mapping-startups-economie-circulaire-france/

[41] Examen de la mise en œuvre de la politique environnementale : https://ec.europa.eu/environment/eir/pdf/report_it_en.pdf

[42] COTEC (2019) Cotec report on Circular Economy in Spain https://cotec.es/media/informe-cotec-economia-circular-2019.pdf

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

à la collecte des déchets, aux énergies renouvelables et aux technologies d'efficacité énergétique et des ressources. Selon une enquête Eurobaromètre menée auprès des PME maltaises, la circularité n'est pas encore une priorité pour les PME maltaises (EC 2017a[43]).

· En Croatie, selon l'expert national, il y a un manque de solutions de qualité et d'exemples de bonnes pratiques sur les secteurs circulaires et verts. Le pays obtient des résultats inférieurs à la moyenne de l'UE en matière de conception de produits plus faciles à entretenir et à réparer : 20 % par rapport à la moyenne de l'UE de 25 % (selon l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale 2019)[44].

· En Slovénie, les entreprises et les entrepreneurs sociaux ont souligné le problème des procédures administratives longues et inefficaces et le manque d'incitations financières[45].

[43] Commission européenne (2017) PME, l'efficacité dans l'utilisation des ressources et les marchés verts, *Eurobaromètre Flash 456, Union européenne*

[44] https://ec.europa.eu/environment/eir/pdf/report_hr_en.pdf

[45] Crnčec, 2015. Eco-Innovation in Slovenia. EIO Country Profile 2014-2015

Eurostat[46] fournit également des chiffres sur la valeur ajoutée brute dans le secteur du recyclage, de la réparation et de la réutilisation qui diffèrent selon les pays (figure 2), la Slovénie étant le pays le plus performant de la Méditerranée.

[46] https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/circulareconomy/

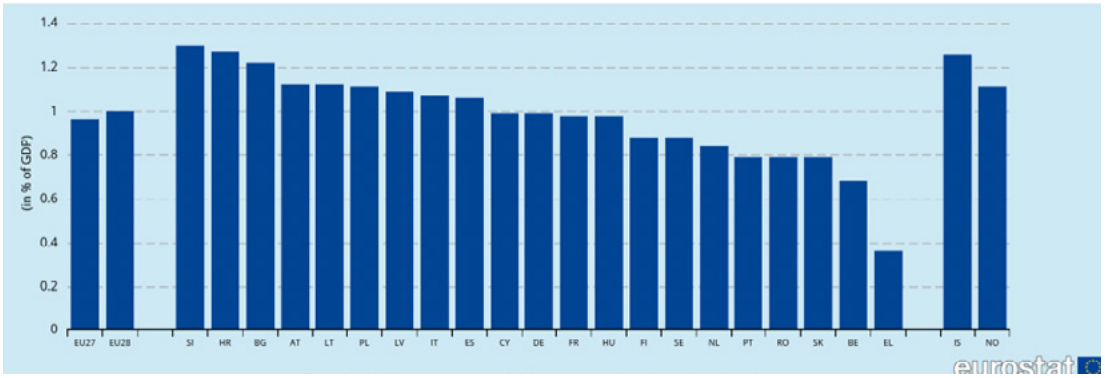

FIG. 2 Valeur ajoutée brute dans le secteur du recyclage et dans le secteur de la réparation et de la réutilisation en 2017 (en % du PIB)

En général, les entreprises sont de plus en plus conscientes de l'importance de la durabilité, de l'efficacité des ressources et, depuis peu, de l'économie circulaire, bien que dans certains pays plus que dans d'autres. En France, par exemple, l'Eurobaromètre a publié des données sur les PME en France[47] (2018) : 83 % réduisent leurs déchets ; 68 % disent réaliser des économies d'eau ; 33 % conçoivent des produits plus faciles à entretenir, à réparer ou à réutiliser. On estime qu'en 2018, les entreprises françaises ont investi 1,118 milliard d'euros dans la protection de l'environnement (réduction des gaz à effet de serre, amélioration de la qualité de l'air, gestion des déchets solides et des eaux usées, protection des sols, etc.).[48]

Voici les facteurs que les PME françaises considèrent comme des obstacles (selon l'Eurobaromètre 2018) : des procédures administratives ou judiciaires complexes (53 %) ; le coût des actions environnementales (44 %) et le fait que les exigences techniques de la législation ne soient pas à jour (47 %). Voici, au contraire, les facteurs de soutien que les entrepreneurs estiment utiles pour lancer des produits ou des services écologiques : 32 % mentionnent une meilleure coopération entre les entreprises de tous les secteurs pour la réutilisation des déchets et des

[47] European Commission. (2018). Flash Eurobarometer 456, SMEs, resource efficiency and green markets, January 2018, Online: https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/81280

[48] Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2020). Insee Focus nº194. Disponible sur : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505271

[49] Commission européenne. (2018). Eurobaromètre Flash 456, PME, l'efficacité dans l'utilisation des ressources et les marchés verts, janvier 2018, en ligne: https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/81280

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

sous-produits ; 27 % mentionnent les conseils et le support technique pour développer des produits, des services et des processus de production ; 24 % mentionnent une aide à l'identification de marchés ou de clients potentiels ; 21 % parlent de conseils pour l'aspect marketing et la distribution.

Gestion et labels environnementaux

La mise en place d'un système de gestion de l'environnement approprié est la première étape vers la création d'une entreprise verte et circulaire. Pour aider les organisations à certifier et à améliorer leur gestion de l'environnement, l'UE a développé EMAS, qui est stimulé au niveau national, dans certains pays plus activement que dans d'autres (par exemple, l'aide aux subventions à Chypre). Néanmoins, l'EMAS a toujours des difficultés à étendre sa part de marché, en particulier dans les pays où les entreprises ont tendance à moins investir dans les questions de durabilité. En 2018, la Croatie n'avait aucune organisation enregistrée dans l'EMAS.

Une autre norme liée à la gestion de l'environnement est la norme ISO 14001. En 2016 à Malte, 645 entreprises étaient enregistrées sous la norme ISO 14001, de loin le meilleur score de l'UE. En Italie, l'attention accrue portée aux achats publics verts (APV) a entraîné une augmentation, au cours des deux dernières années, du nombre d'organisations ayant obtenu des contrats européens ou internationaux dans le cadre de programmes durables (c'est-à-dire l'écolabel européen, EMAS, ISO 14001).

Outre les systèmes de gestion de l'environnement, les entreprises vertes et circulaires peuvent choisir de certifier leurs produits avec un label de durabilité comme l'écolabel européen. Bien que tous les produits portant l'écolabel ne soient pas fabriqués par des entreprises véritablement circulaires et que toutes les entreprises circulaires ne soient pas certifiées par l'écolabel, il existe un certain chevauchement. L'Italie est le troisième pays de l'UE en ce qui concerne le nombre de licences d'écolabel européen (179), après l'Allemagne (282) et la France (328)[50]. En ce qui concerne le nombre de produits/services ayant obtenu l'écolabel européen, l'Italie est en deuxième position (8 560), après l'Espagne (27 832)[51]. Chypre compte un nombre relativement faible de produits (87) et de licences (7) enregistrés dans le cadre du système d'écolabel européen (2018). En ce qui concerne la Croatie, elle ne dispose que de 2 licences et 5 produits enregistrés sous l'écolabel européen[52].

Emplois verts et circulaires

En général, peu de personnes sont directement employées dans les secteurs de l'économie circulaire, la moyenne européenne étant de 1,73 % (Eurostat, 2017)[53]. Le chiffre est bien sûr légèrement différent pour chaque pays, mais pour la plupart des pays, il se situe autour de ce chiffre (p. ex. 1,65 % en Grèce[54] et 2,09 % en Slovénie[55] en 2016). Toutefois, si l'on considère l'emploi dans les « éco-industries » (qui est un concept plus large), 4,63 % de l'emploi total peut être considéré comme « vert » (profil pays de l'EIO, 2015[56]).

Au cours des 15 dernières années, le nombre d'emplois « verts » en France a augmenté plus rapidement que pour les autres types d'emploi. On estime que la

[50] https://circulareconomynetwork.it/wp-content/uploads/2020/04/Rapporto-sulleconomia-circolare-in-Italia-2020_r04.pdf

[51] https://circulareconomynetwork.it/wp-content/uploads/2020/04/Rapporto-sulleconomia-circolare-in-Italia-2020_r04.pdf

[52] http://www.haop.hr/hr/tematska-podrucja/integrirane-i-opce-teme/opce-teme

[53] L'indicateur « Nombre de personnes employées » dans les deux secteurs suivants : le secteur du recyclage et le secteur de la réparation et de la réutilisation. Les emplois sont exprimés en nombre de personnes employées et en pourcentage de l'emploi total. Le nombre de personnes employées est défini comme le nombre total de personnes qui travaillent dans l'unité d'observation. https://ec.europa.eu/eurostat/cache/metadata/EN/cei_cie010_esmsip2.htm

[54] https://ec.europa.eu/environment/eir/pdf/report_el_en.pdf

[55] The Environmental Implementation Review 2019 COUNTRY REPORT SLOVENIA

[56] https://ec.europa.eu/environment/ecoap/sites/ecoap_stayconnected/files/field/field-country-files/slovenia_eco-innovation_2015.pdf

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

France comptait 800 000 équivalents temps plein (ETP) en économie circulaire en 2014, ce qui représente 3 % de l'emploi total[57].

Dans certains pays comme la Grèce et Chypre, d'après les commentaires des parties prenantes, il y a un manque de connaissances et de compétences techniques nécessaires au développement d'entreprises circulaires et durables.

À Malte, l'innovation est entravée par la taille du système de recherche et d'innovation, mais plus encore par une inadéquation entre les compétences nécessaires et la main-d'œuvre actuelle. La main-d'œuvre peu qualifiée est encore partiellement exclue du marché du travail, tandis que les entreprises comptent sur l'immigration pour compenser les nouveaux écarts de compétences.

Demande des consommateurs

Il existe généralement une demande faible mais croissante pour des produits durables/écologiques (p. ex. écolabel européen, produits biologiques), qui est liée à la sensibilisation à l'environnement (traitée plus en détail dans le chapitre suivant). Selon l'Eurobaromètre 468, la société grecque soutient fortement les initiatives d'économie circulaire et les mesures de protection de l'environnement[58]. Plus de 90 % d'entre eux se disent préoccupés par l'impact des produits en plastique sur l'environnement. Cela est également confirmé par les consommateurs d'autres pays, comme la Slovénie.

En France, la plupart des détaillants signalent une augmentation des ventes de produits durables au cours des cinq dernières années et, en 2017, les consommateurs français étaient prêts à payer plus cher pour des produits durables. Cependant, il y a toujours une différence entre les intentions et la pratique réelle. En Grèce, selon l'expert national, il existe une demande faible mais croissante de produits/services circulaires, mais un pouvoir d'achat en baisse a rendu les consommateurs grecs extrêmement conscients des prix.

Une enquête Eurobaromètre de 2014[59], montre que 77 % des consommateurs européens préfèrent réparer leurs biens plutôt que d'en acheter de nouveaux. Cela se reflète également dans un article sur la demande croissante de produits réutilisables en Slovénie (Zajko, 2019)[60]. e problème est que de nombreux produits sont encore mis au rebut et remplacés en fin de compte parce que les consommateurs sont découragés par le coût des réparations et le niveau de service fourni.

Certains pays, comme Monaco, Malte et Chypre, ont un petit marché intérieur. Pour la vente, leurs PME sont donc principalement orientées vers les marchés internationaux.

Accès au financement

Selon une étude de Legambiente[61] sur l'économie circulaire en Italie, les investissements dans l'économie circulaire sont principalement réalisés avec des fonds propres pour 81,5 % des entreprises ; 38,9 % ont eu recours au financement bancaire ; 18,5 % au financement européen ; 14,8 % au financement régional et seulement 3,7 % au financement participatif et à la collecte de fonds. Bien que ces numéros soient spécifiques à l'Italie, l'ordre peut être similaire dans d'autres pays.

[57] France Stratégie. (2016). L'economie Circulaire, combien d'emplois. Retrived on 11th August 2020 from https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/na46_economie_circulaire_07042016_finale-web.pdf

[58] Direction générale de la communication (2017) Eurobaromètre spécial 468 : Attitudes des citoyens européens à l'égard de l'environnement https://data.europa.eu/euodp/data/dataset/S2156_88_1_468_ENG

[59] Flash Eurobarometer 388 (2014) ATTITUDES OF EUROPEANS TOWARDS WASTE MANAGEMENT AND RESOURCE EFICIENCY (ATTITUDES DES EUROPÉENS VERS LA GESTION DES DÉCHETS ET L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES)

[60] Zajko, 2019. Demand and Characteristics of Customers of Reusable Products in Slovenia (Demande et caractéristiques des clients de produits réutilisables en Slovénie) https://www.researchgate.net/publication/336276870_Demand_and_Characteristics_of_Customers_of_Reusable_Products_in_Slovenia

[61] https://www.economia.unipd.it/sites/economia.unipd.it/files/Rapporto_economiacircolare_industria4.0_Legambiente_LMD_2.pdf

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

Le financement public ou les subventions ont tendance à être plus importants pour les jeunes entreprises vertes et circulaires (micro) et les initiatives axées sur la valeur qui ont généralement des difficultés à accéder aux capitaux propres ou au financement bancaire en raison du défi que représente l'établissement d'un dossier commercial circulaire convaincant dans une économie linéaire.

Plusieurs experts nationaux ont également indiqué une forte dépendance à l'égard des régimes de soutien public et des régimes de financement européens tels que les Fonds structurels et d'investissement européens, Interreg, LIFE ou H2020 pour les projets circulaires (non seulement les entreprises vertes et circulaires, mais aussi la recherche et le développement, ainsi que l'innovation).

Dans la plupart des pays, les investissements publics et privés sont généralement axés sur les industries de haute technologie et les technologies « innovantes » à fort potentiel de retour sur investissement. Sinon, le financement public est principalement orienté vers les secteurs (industriels) prioritaires tels que le traitement des déchets (eaux usées).

L'accès au financement peut être un obstacle à l'éco-innovation dans les entreprises. Dans la sphère privée, la Slovénie n'avait toujours pas d'investissements verts en phase de démarrage en 2015[62].

Les investissements dans les technologies vertes, les stratégies circulaires et l'efficacité des ressources, entraînent souvent des coûts de production plus élevés au début, créant ainsi un besoin de fonds externes. Les investissements privés dans les entreprises vertes et circulaires sont souvent faibles dans les petits pays dont le marché intérieur est limité.

Pour soutenir l'innovation circulaire dans les services et les nouveaux modèles d'entreprise, il est important de diversifier les instruments de financement (y compris l'accès au capital-risque), à l'instar de la nouvelle orientation de la Banque de développement de Malte.

Dans tous les cas, les gouvernements devraient offrir des financements pour les investissements verts et l'innovation, comme l'entreprise italienne "Enterprise 4.0 plus[63]" et le plan de transition 4.0 qui sont inclus dans la loi budgétaire 2020[64] fortement influencée par le Green Deal européen.

En France, le financement public est assuré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) par le biais, par exemple, du Programme *Investisse-ment Pour L'Avenir* (PIA)[65]. Le financement vert est en train de se développer en raison de l'obligation de divulgation des informations relatives au climat et de la création d'un label vert pour les fonds d'investissement.[66]

En Grèce, il existe une initiative nationale, le *Hellenic Fund for Sustainable Development* (ETVA) Fonds hellénique pour le développement durable) (ETVA) qui est le seul fonds d'investissement privé en Grèce qui investit exclusivement dans des entreprises qui contribuent au développement durable. En outre, le National Fund for Entrepreneurship and Development (Fonds national pour l'entrepreneuriat et

[62] Crnčec, 2015. Eco-Innovation in Slovenia. EIO Country Profile 2014-2015

[63] « Enterprise 4.0 plus » fournit 7 milliards d'euros aux entreprises qui investiront dans l'innovation, les investissements verts, la recherche et le développement, la conception et la formation https://www.mise.gov.it/images/stories/documenti/investimenti_impresa_40_eng https://www.mise.gov.it/index.php/en/202-news-english/2036690-national-industry-4-0-plan

[64] Cela inclut quelques premières mesures en ligne avec le Green Deal telles que la création d'un fonds d'investissement public avec un budget de 4,24 milliards d'euros (2020-2023) pour la décarbonisation de l'économie italienne, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, le tourisme durable et la régénération des zones urbaines. Cela peut également profiter aux entreprises vertes et circulaires. La loi de finances prévoit également un plan de 33 milliards d'euros pour soutenir la reconversion de l'économie italienne au cours des 15 prochaines années grâce à des projets et programmes innovants et durables.

[65] Le PIA a soutenu 745 projets entre 2010 et 2017 (PIA 1 et 2). Sur l'ensemble des projets, 135 étaient liés à l'économie circulaire et à la gestion des déchets. En 2017, l'ADEME a mis à disposition 1 milliard d'euros par le biais du PIA3 pour des projets innovants qui contribuent à la croissance verte. Un financement est également disponible pour les projets d'écoconception.

[66] General Directorate of Treasury of Finance and Economy Ministry. (2019). Scaling up green finance in France. Accessed online here: https://www.financeministersforclimate.org/sites/cape/files/inline-files/Session%204%20-%20Scalingup%20Green%20Finance%20in%20France.pdf

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

le développement) (ETEAN) soutiendra la durabilité, l'efficacité énergétique et les activités des entreprises liées aux énergies renouvelables.

Le gouvernement espagnol dispose de lignes de financement spécifiques pour la recherche et le développement dans le domaine de l'économie circulaire[67]. La durabilité est un critère important utilisé dans les plans stratégiques régionaux de subventions, élaborés par les administrations régionales, par exemple pour la mise en œuvre d'une économie circulaire de R&D en collaboration avec les entités à la fois publiques et privées[68]; la gestion des déchets touristiques dans un marché de l'emploi inclusif ; la recherche industrielle ; la gestion des déchets et l'éco-conception.

En Slovénie, l'Eco Fund et le Fonds public environnemental sont les principaux programmes de financement public des projets environnementaux sous forme de prêts ou de subventions.

En Croatie, il existe des initiatives visant à soutenir les investissements privés, mais elles ne sont pas axées sur les entreprises vertes et circulaires[69].

Programmes de soutien

Il n'existe pas beaucoup d'accélérateurs et d'incubateurs dans la région méditerranéenne de l'UE axés sur l'économie circulaire. Il existe plusieurs programmes de soutien (notamment pour.

La France pourrait être une exception à cet égard. En 2017, l'agence Paris Innovation (Paris & Co.), a lancé un incubateur économique circulaire « Ville Durable » auquel 19 start-up ont participé. Actuellement, il héberge 66 start-up dans le cadre du thème villes durables[70] [71]. En France, le programme *« TPE & PME gagnantes sur tous les coûts »* a soutenu 2 000 PME en 2020 en leur fournissant des audits gratuits sur l'efficacité des ressources[72]. L'ADEME apporte également un soutien aux entreprises pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES, développer les énergies renouvelables, élaborer des stratégies d'économie circulaire, améliorer la qualité de l'air, nettoyer les sites pollués.

En Espagne, il existe de nombreuses initiatives d'accélération/incubation, tant publiques que privées, consacrées à l'environnement, à la durabilité, bien qu'elles ne soient pas aussi spécifiques à l'économie circulaire [73]. Il existe 26 plates-formes de technologie et d'innovation qui soutiennent la transition vers une économie circulaire, qui s'intéressent également à l'utilisation efficace des ressources par la collaboration public-privé et la R&D. Quelques exemples : Circular Thinking [74] (public) ; Circular Hub (privé)[75] et The Circular Lab (privé)[76].

En Grèce, il existe un programme opérationnel sur la compétitivité, l'esprit d'entreprise et l'innovation qui soutient la croissance verte et l'éco-innovation.

À Chypre, la Fédération des employeurs et des industriels chypriotes (OEB) est la principale organisation à travailler et à promouvoir la mise en œuvre de l'économie circulaire au sein des entreprises chypriotes (par exemple, l'économie circulaire dans le secteur hôtelier, qui implique le renforcement des capacités et l'accompagnement[77]).

[67] https://www.cdti.es/index.asp?MP=4&MS=0&MN=1&textobuscado=econom%EDa+circular&tipo=4&TR=A&IDR=49&id=5266&xtmc=economia_circular&xtcr=2

[68] http://www.boa.aragon.es/cgi-bin/EBOA/BRSCGI?CMD=VEROBJ&MLKOB=11195261231 31&type=pdf

[70] Living Circular (2017). A Circular Economy Incubateur in Paris. Accessed online: https://www.livingcircular.veolia.com/en/city/circular-economy-incubator-paris

[71] Ville Durable @Paris &Co accessed online https://villedurable.parisandco.paris/

[72] Environmental and Energy Transition Agency (ADEME). SMEs winning every time. Accessed here: https://www.gagnantessurtouslescouts.fr

[73] Grupo Interplataformas de Economía Circular (GIEC) https://www.giec.es/#

[74] https://www.ihobe.eus/economia-circular#conceptos%circular-thinking

[75] http://circularhub.net/origen-y-mision/

[76] https://www.thecircularlab.com/en/

[76] https://www.oeb.org.cy/en/drasis/hotels4climate/

[77] https://www.oeb.org.cy/en/drasis/hotels4climate/

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

Achat public vert (APV)

· En Italie, les marchés publics écologiques sont devenus un instrument important dans le cadre du plan d'action national italien pour la consommation et la production durables. Le niveau des marchés publics durables représente environ 5 à 10 % des dépenses totales, selon l'enquête auprès des parties prenantes.
· Le premier plan d'action national sur les marchés publics écologiques de Malte a montré que les PME ont généralement plus de difficultés à se conformer aux marchés publics écologiques en raison des coûts liés à l'amélioration de l'environnement. Le deuxième plan d'action pour les marchés publics écologiques de Malte a formulé une série d'objectifs et de mesures ambitieux. Dans le même temps, les responsables des marchés publics et les soumissionnaires ont du mal à se tenir au courant des mises à jour des marchés publics. De ce fait, les marchés publics écologiques sont de plus en plus perçus comme une charge supplémentaire au système déjà complexe des marchés publics.
· Le marché public général espagnol[78] a des critères conformes à ceux du marché public général de l'UE. La mise en œuvre fait l'objet d'un suivi pour divers biens et activités.[79]
· Avec 10 à 20 % des dépenses totales[80], le niveau des marchés publics durables en France peut être considéré comme élevé et le gouvernement national tente maintenant de mettre en place des critères circulaires. Dans d'autres pays, les marchés publics circulaires sont soit encore à un stade initial, comme à Malte, soit n'existent pas encore.
· La Slovénie a été l'un des premiers pays d'Europe à rendre les marchés publics écologiques obligatoires. Toutefois, l'adoption est encore faible, bien qu'elle ait augmenté par rapport à 2013. L'accent mis sur les offres les moins chères, privilégiant le prix par rapport à la qualité, désavantage les solutions écologiques et durables dans la majorité des cas.
· Il n'existe pas encore de politique nationale sur les marchés publics écologiques en Grèce, mais selon l'expert national, le projet de plan national sur les marchés publics écologiques est en consultation publique jusqu'à la fin du mois d'août. Le nouveau mécanisme de valorisation et de résilience permettra à la Grèce d'obtenir les ressources financières nécessaires pour promouvoir davantage le PPP en vue de développer les infrastructures nécessaires à la gestion des déchets.
· Depuis 2012, le gouvernement de Chypre a mis en œuvre un plan d'action sur les marchés publics écologiques, qui est obligatoire pour toutes les autorités de l'État. Dans l'ensemble, le niveau des marchés publics écologiques reste faible et représente de 1 à 5 % des dépenses totales (d'après la consultation des parties prenantes). Les marchés publics sont principalement guidés par des critères financiers. Il existe une faible variété de produits verts disponibles sur le marché qui répondent aux critères fixés par les marchés publics écologiques. Il existe un plan d'action national pour les marchés publics écologiques (2015-2017) en Croatie. Un nouveau plan d'action national pour les marchés publics écologiques (jusqu'en 2020) est toujours en cours d'élaboration. Il existe une plateforme Internet sur les APV qui permet de communiquer les critères des achats publics verts, les matériels pédagogiques, les webinaires, les outils d'ACV et les exemples de bonnes pratiques.

[79] https://www.miteco.gob.es/es/ministerio/planes-estrategias/plan-de-contratacion-publica-ecologica/segundoinformegeneralsobreelestadodelacontratacionpublicaverdeenlaage_tcm30-88970.pdf

[80] Costa, S., Donner, M. (2019). Consumer perceptions of the circular economy and bio-based products. Colloque SFER « La bioéconomie : organisation, innovation, soutenabilité et territoire », juin 2019, Reims, France. ffhal-02788904f

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

Initiatives privées (publiques)

Il existe plusieurs initiatives privées, parfois avec un soutien public, qui promeuvent des pratiques durables, vertes et circulaires dans la région. En voici quelques exemples:

- 'Made Green in Italy' est un système volontaire d'évaluation de l'empreinte environnementale des produits, et ReMade in Italy, une ONG à but non lucratif qui promeut les produits recyclés par le biais d'une certification indépendante par un tiers ;
- Voici des exemples en Espagne : Foretica[81]; Sustainability Excellence Club[82], COTEC[83], Recircular[84] et le nouveau Economía Circular en Acción;
- En Slovénie, l'un des objectifs du SRIP est de favoriser et de développer des partenariats public-privé à long terme en connectant et en promouvant les collaborations entre tous les secteurs dans de nouvelles chaînes de valeur plus circulaires.
- En Grèce, il existe plusieurs conseils (dont le *Conseil national de l'économie circulaire*) et organisations industrielles ayant des programmes visant à faciliter la transition vers une économie circulaire.
- Le Conseil croate des entreprises pour le développement durable et ECO-OZRA est l'une des principales organisations travaillant à la sensibilisation à l'économie circulaire dans le pays ;
- La Fédération chypriote des employeurs et des industriels (OEB) organise des initiatives d'éducation et de sensibilisation ainsi que des ateliers de renforcement des capacités et elle a développé une plateforme en ligne qui permet de partager les bonnes pratiques en matière d'économie circulaire.

[81] Foetica. https://foretica.org/proyectos-y-soluciones/grupo-de-accion-de-economia-circular/

[82] Sustenability Excellence Club. http://www.clubsostenibilidad.org/tendencias/economia-circular

[83] https://cotec.es/tag/economia-circular/

[82] https://www.recircular.net/

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

04 Contexte socioculturel

Le contexte socioculturel d'un pays influence le succès des entreprises vertes et circulaires et l'acceptation des mesures politiques. Il est évident que la région méditerranéenne de l'UE est très diverse à cet égard. Cette section n'est pas une analyse socioculturelle approfondie, elle se contente de mettre en évidence quelques éléments intéressants, sans être exhaustive.

Sensibilisation et connaissance du public

En général, la sensibilisation aux questions environnementales et à la durabilité (qui est la base de l'économie circulaire) semble augmenter dans la plupart des pays. L'économie circulaire est un concept relativement nouveau dans de nombreux pays et il est généralement associé au recyclage plutôt qu'à la prévention des déchets et au changement systémique. Les décideurs politiques, les entreprises et les citoyens comprennent plus ou moins bien le concept et adoptent des stratégies circulaires. Par exemple, 20 % des Espagnols connaissent le concept d'économie circulaire[85], mais nous ne pouvons pas faire de comparaison de ces connaissances avec d'autres pays en raison du manque de données cohérentes.

En Slovénie, la sensibilisation des consommateurs à l'environnement et à la durabilité est relativement bien développée et la société slovène semble soutenir les initiatives d'économie circulaire. Une étude a indiqué qu'en 2019, 72 % des clients slovènes sont prêts à acheter des produits d'occasion.

Dans l'enquête Eurobaromètre spéciale d'octobre 2017 sur les attitudes des citoyens européens à l'égard de l'environnement[86], les Italiens semblent soutenir les initiatives d'économie circulaire et les mesures de protection de l'environnement. 93 % des Italiens se disent très préoccupés par les effets des produits en plastique sur l'environnement (la moyenne de l'UE-28 est de 87 %), et 93 % des Italiens se disent préoccupés par l'impact des produits chimiques (la moyenne de l'UE-28 est de 90 %).

Il semble que les citoyens soutiennent très fortement les initiatives d'économie circulaire et les actions de protection de l'environnement à Malte (Eurobaromètre spécial 2017).

Des études ont fait état d'un taux élevé de sensibilisation à l'environnement au sein de la population croate, indiquant qu'environ 70 % de la population adulte est consciente de l'importance de la protection de la nature. Et pourtant, selon l'expert national de la Croatie, la population en général n'est pas sensibilisée aux principes de l'économie circulaire et n'est pas disposée à s'y engager.

En Grèce[58] et à Chypre, le niveau de sensibilisation du public à l'environnement est relativement faible. Pourtant, un rapport de la Commission européenne révèle que la société grecque soutient fortement les initiatives d'économie circulaire et les mesures de protection de l'environnement[88]. Selon l'Eurobaromètre spécial 2017, 92 % des Chypriotes s'inquiètent de l'impact des produits en plastique sur l'environnement, et ils soutiennent fortement les initiatives d'économie circulaire

[85] https://www.creafutur.com/estudios-blog/2018/7/3/ciudadanos-economia-circular

[86] https://data.europa.eu/euodp/data/dataset/S2156_88_1_468_ENG

[87] https://www.researchgate.net/publication/233421167_Environmental_NonGovernmental_Organizations_and_public_awareness_concerning_the_environment_in_Greece

[88] Special Eurobarometer 468 Attitudes of European Citizens Towards the Environment https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/81259

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

et les mesures de protection de l'environnement.

Toutefois, une sensibilisation accrue ne signifie pas toujours que les consommateurs et les entreprises sont prêts à adapter leur comportement. Le prix, la qualité, la commodité et les habitudes restent des facteurs décisifs pour les consommateurs et les responsables des achats, ce qui constitue souvent un obstacle pour les entreprises vertes et circulaires.

Dans de nombreux pays, il existe de plus en plus d'événements, d'organisations et d'initiatives consacrés à l'économie circulaire. Parfois, elles sont initiées par le gouvernement national (par exemple Malte) ou des organisations privées (par exemple Italian Circular Economy Stakeholders Platform et Circular Economy Network). Cela permet de stimuler les acteurs publics et privés ainsi que les citoyens à adopter des produits et services écologiques et circulaires.

Éducation

Là encore, il existe une grande diversité entre les pays, les informations disponibles étant fragmentaires. Quelques points forts spécifiques :

- Malte a adopté une *stratégie nationale d'éducation pour le développement durable* (*NESDS*[89]) ciblant tous les secteurs de la population locale (formel, non formel et informel). L'Université de Malte et/ou le MCAST ont des programmes de formation pour stimuler les nouvelles compétences nécessaires pour faire avancer l'économie verte, en particulier pour le développement (et l'inspection) des bâtiments verts
- Le précédent plan d'action espagnol pour la formation professionnelle comprenait différentes mesures consacrées à la formation professionnelle[90]. Il existe des programmes de formation et d'enseignement professionnels adéquates et accessibles pour améliorer le savoir-faire et les compétences de la main-d'œuvre locale en matière de durabilité.
- Le décret italien sur le climat a également financé un programme d'éducation environnementale appelé #IoSonoAmbiente pour les écoles italiennes de tous niveaux. Le plan industriel italien 4.0 investit également dans la formation universitaire visant à accroître la main-d'œuvre qualifiée en relation avec les technologies environnementales ou durables.
- En Slovénie, il existe des programmes de formation pour l'économie circulaire, promus principalement par des ONG et des entreprises, souvent soutenus par des fonds de l'UE.

Égalité des sexes

Il n'a pas été possible de recueillir des informations détaillées sur les questions d'égalité des sexes, bien qu'en général on puisse dire que pour la plupart des pays méditerranéens de l'UE (p. ex. France, Espagne, Slovénie), la participation au marché du travail et l'autonomisation des femmes sont généralement meilleures qu'au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord. Il y a cependant encore des progrès à faire, notamment en Grèce et à Chypre où les femmes ne sont pas toujours traitées sur un pied d'égalité. Même en Italie, où plus de la moitié des Italiens diplômés sont des femmes, l'Italie compte encore relativement peu de femmes dans la population active par rapport à d'autres pays.

[89] Disponible sur: https://meae.gov.mt/en/Public_Consultations/MEDE/Pages/Consultations/2016-MEDE-NSESD.aspx

[90] https://www.miteco.gob.es/images/es/180206economiacircular_tcm30-440922.pdf

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

05 SWOT (FFOM)

Forces

- Croissance du soutien politique et gouvernemental aux politiques et stratégies d'économie circulaire (stimulé par le Green Deal européen et le Plan d'action européen sur l'économie circulaire).
- Ces dernières années, la sensibilisation aux questions environnementales et, dans une certaine mesure, l'intérêt pour les produits durables ont augmenté (bien que dans certains pays plus que dans d'autres).
- Financement public disponible pour les initiatives vertes et circulaires dans certains pays (principalement la France, l'Espagne, l'Italie).
- Responsabilité élargie du producteur pour les emballages, les déchets électroniques, les véhicules en fin de vie, les pneus usagés et autres.
- Entités publiques, organisations privées et projets stimulant la réflexion et les stratégies d'économie circulaire à différents niveaux ainsi que la collaboration public/privé.
- Échange de connaissances entre les États membres de l'UE, par exemple par le biais de plateformes d'apprentissage intergouvernementales[91].

Faiblesses

- Tous les pays ne disposent pas d'un plan national/régional d'économie circulaire. Les ambitions de l'UE concernant l'économie circulaire doivent encore se répercuter au niveau des régions et des villes.
- Bien qu'il y ait une prise de conscience croissante dans la plupart des pays, la plupart des consommateurs et des entreprises sont toujours coincés dans le statu quo, l'accent étant mis sur les prix/coûts.
- Les subventions dépendent souvent des fonds européens.
- Les programmes de REP sont trop axés sur le traitement des déchets à l'échelle industrielle plutôt que sur la prévention des déchets par les PME.
- Les taxes et incitations environnementales sont encore peu élevées pour avoir un impact important (même si elles sont plus élevées qu'en dehors de l'UE).
- Niveau faible à modéré d'investissement privé dans les entreprises vertes et circulaires.
- Les modèles d'affaires à risque des start-up vertes et circulaires limitent l'accès au financement/crédit.
- Dans le monde entier : des externalités environnementales non tarifaires, les matières premières vierges sont souvent moins chères que les matières secondaires.
- L'application du droit de l'environnement peut être améliorée.

Opportunités

Tous les pays devraient adopter une stratégie nationale d'économie circulaire (vision générale) et un plan d'action (opérationnalisation pratique) et stimuler les stratégies d'économie circulaire au niveau régional ou urbain. Soutenir explicitement les entreprises vertes et circulaires par le biais des différentes mesures ci-dessous. Une partie du cadre politique devrait être constituée de plans d'action pour des secteurs spécifiques : la construction, l'agroalimentaire (y compris l'agriculture, la pêche et la sylviculture), le tourisme, l'industrie du plastique et du textile.

Menaces

- Poursuite de la récession économique après l'opération COVID. Maintien d'une focalisation étroite sur le PIB et la croissance économique plutôt que sur des ODD plus larges.
- La perception du risque par les investisseurs peut conduire à des investissements limités dans la durabilité, à une moindre volonté d'investir des entreprises, à une moindre activité entrepreneuriale.
- La diminution du pouvoir d'achat dans certains pays (comme la Grèce) a pour effet de rendre les consommateurs plus attentifs aux prix.

•Inclure des objectifs quantitatifs pour réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets par la prévention des déchets (par exemple, par des stratégies de réutilisation et de réparation)
• Créer des incitations financières :
  - Réduction de la TVA sur les services/produits durables des entreprises vertes et circulaires
  - Éco-modulation pour l'écoconception dans le cadre des programmes de REP
  - Promouvoir la taxonomie de l'UE au niveau national (pour stimuler le financement durable)
• Rendre les marchés publics écologiques (et leur suivi) obligatoires. Mettre en place une formation sur les marchés publics circulaires pour les autorités locales. Utilisation accrue du Calcul du coût du cycle de vie. (CCCV) dans les marchés publics
• Renforcer les chaînes d'approvisionnement locales et la symbiose industrielle. Stimuler la coopération intersectorielle afin de réutiliser les sous-produits et les flux résiduels.
• Créer des critères clairs de fin de vie des déchets et des sous-produits. Élaborer des directives techniques sur les matières premières secondaires.
• Le fonds de relance post-COVID peut stimuler les investissements dans les secteurs de l'économie circulaire.
• Les stratégies et plans d'action de l'économie circulaire devraient explicitement aborder la valorisation des déchets organiques. Cela peut se faire au niveau central par des installations de digestion anaérobie à grande échelle ou au niveau local par des initiatives de compostage.
• Initiatives multipartites / partenariats public-privé soutenant les entreprises vertes et circulaires avec la mise en œuvre de modèles circulaires au niveau local, régional et national. Dans le cadre de ces partenariats, le mentorat et le parrainage par de grandes entreprises peuvent être accordés à des initiatives vertes et circulaires.
• Le renforcement de la transparence, de la traçabilité et de la responsabilité des entreprises se traduit par une plus grande transparence sur les marchés (communication d'informations non financières sur les entreprises).

• La bureaucratie et les retards dans le processus législatif.
• Le clientélisme et la corruption dans certains pays/ sous-régions, qui sapent les marchés publics mondiaux.
• L'opposition sociale contre les politiques environnementales descendantes qui augmentent les coûts pour les consommateurs à court terme.

[91] L'examen de la mise en œuvre de la législation environnementale a mis en place un nouvel outil : le programme Peer-to-Peer, pour inciter les autorités environnementales des différents États membres à tirer parti de leurs expériences respectives au-delà des frontières. Depuis son lancement, tous les États membres ont participé à au moins un événement portant sur l'économie circulaire, la qualité de l'air, la réglementation du bois, la nature et la biodiversité, et la qualité de l'eau.

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

Annexe

Chiffres supplémentaires

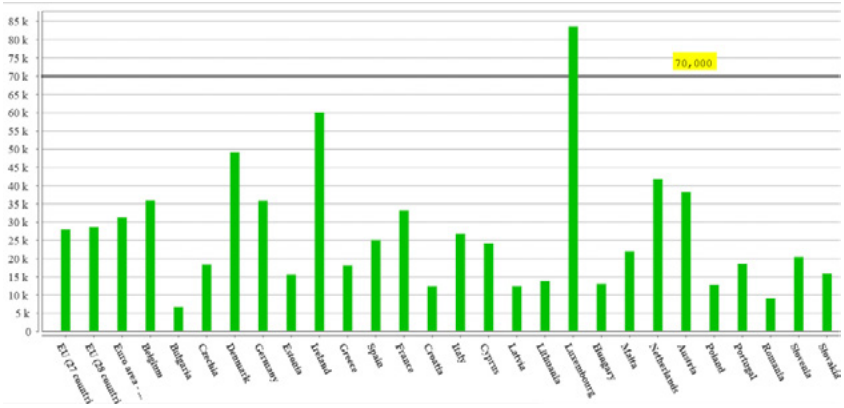

FIG. 3: PIB réel par habitant

Le PIB réel[92] est calculé comme le ratio du PIB réel par rapport à la population moyenne d'une année donnée. Source: https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-datasets/-/SDG_08_10

[61] Le PIB mesure la valeur de la production finale totale de biens et services produits par une économie dans un certain laps de temps. Elle comprend les biens et services qui ont des marchés (ou qui pourraient en avoir) et les produits qui sont produits par les administrations publiques et les institutions à but non lucratif. Il s'agit d'une mesure de l'activité économique et il est également utilisé comme indicateur de l'évolution du niveau de vie matériel d'un pays.

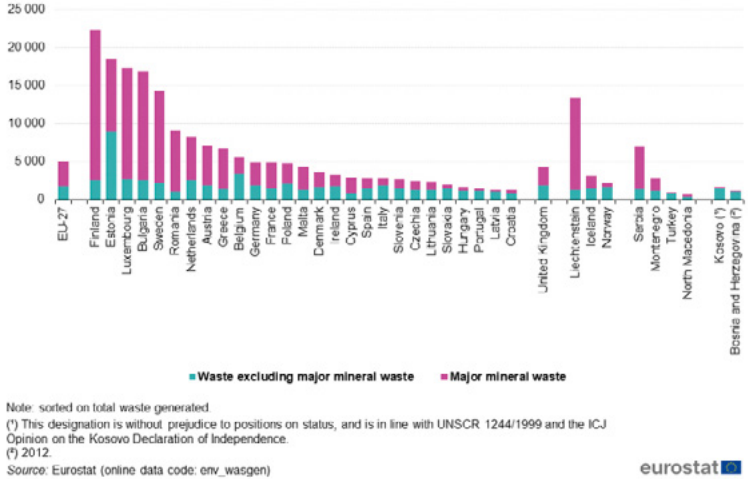

FIG. 4: Production de déchets en 2016 (kg/habitant)

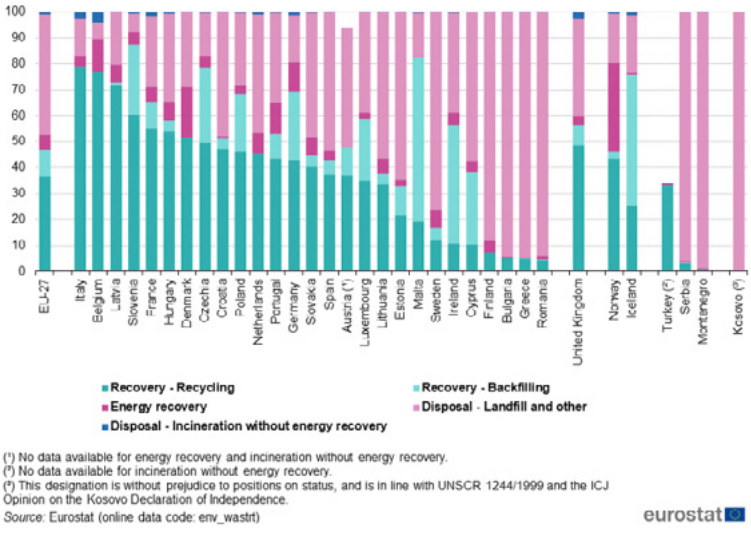

FIG. 5: Traitement des déchets en 2016 par type de valorisation et d'élimination (part en % de tonnes)

switchmed
Financé par l'Union européenne
ONU programme pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone
Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de SCP/RAC et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Retrouvez-nous sur www.switchmed.eu

switchmed

Financé par l'Union européenne

ONU programme pour l'environnement

Plan d'action pour la Méditerranée Convention de Barcelone

Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production